

Budget 2023 :

Le déséquilibre fiscal au détriment des intérêts du Québec

Laurentides–Labelle, le 30 mars 2023 – Yves-François Blanchet, chef du Bloc Québécois, et Marie-Hélène Gaudreau, députée de Laurentides–Labelle, accueillent froidement un budget dans lequel les libéraux concrétisent leurs engagements envers le NPD pour se maintenir au pouvoir ainsi que leur entente forcée en santé avec le Québec et les provinces, sans se protéger face à une détérioration de la situation économique.

« Le gouvernement de Justin Trudeau et Jagmeet Singh abuse du déséquilibre fiscal, des crédits périmés et d'un système de santé sous-financé pour remplir les engagements lui permettant de se maintenir au pouvoir. Il faudra aussi surveiller de près des crédits d'impôt substantiels destinés à la transition écologique, mais susceptibles de profiter à des entreprises qui sont tout sauf écologiques, comme les pétrolières. Sans filet en cas de récession, ce second chapitre du gouvernement libéral-NPD devrait assurer sa survie immédiate, sans s'intéresser aux intérêts spécifiques du Québec ni aux demandes formulées par les intervenants socio-économiques québécois. Il semble se ménager de la marge de manœuvre pour un budget beaucoup plus électoraliste en 2024 », a constaté M. Blanchet.

Protégeons la gestion de l'offre en agriculture

Le gouvernement réannonce le Fonds pour l'innovation et l'investissement dans le secteur laitier, afin d'aider les producteurs à réduire la quantité de solides non gras du lait vendu pour l'alimentation animale ou éliminée et accroître leurs revenus. « Le Bloc Québécois salue la finalisation des compensations aux producteurs et transformateurs sous gestion de l'offre, et ce fonds en faisait partie. Le Bloc rappelle cependant qu'aucun montant ne peut compenser les brèches faites au système de gestion de l'offre. D'où l'importance d'adopter le projet de loi C-282, afin de protéger le système lors de futures négociations », a signalé Marie-Hélène Gaudreau, députée de Laurentides–Labelle.

La pénurie de main-d'œuvre et de logement, de grands oubliés

Dans un budget de plus de 300 pages, aucune nouvelle annonce n'a été faite pour permettre de venir résorber la pénurie de main-d'œuvre et de logement dans la région des Laurentides. « Notre industrie touristique locale dans la région cherche désespérément à retenir la main-d'œuvre existante et à en attirer de la nouvelle. Le manque de logements sociaux et abordables, la plus grande dépense des ménages, est un réel obstacle à la croissance économique et à l'occupation de notre territoire. C'est une grande déception », a assuré la députée de Laurentides–Labelle.

Les demandes du Québec omises

L'exercice financier 2023 ne répond pas aux principales demandes prébudgétaires formulées par les différents groupes d'intérêts québécois. « Le budget ne répond que partiellement à deux demandes du Bloc Québécois. Nous soulignons le renfort dans le financement de l'éducation en français hors Québec, mais déplorons qu'il soit noyé dans un budget total incluant du soutien pour l'anglais au Québec. Des réinvestissements légers permettent d'espérer de meilleurs services à la population de la part de l'État. Autrement, sans surprise, les transferts en santé s'en tiennent au niveau insuffisant de l'entente forcée de cet hiver. Les aînés ne trouveront pas un sou de plus pour assurer leur qualité de vie. L'assurance-emploi est complètement négligée, malgré les difficultés du régime. Alors qu'il aurait dû se recentrer sur les missions fondamentales de l'État fédéral en cas d'éventuelle récession, le gouvernement livre un budget faisant preuve de plus de vision pour son propre avenir immédiat que pour celui des Québécois », a conclu Marie-Hélène Gaudreau.

Source :

Maxime Caouette, attaché politique de circonscription et des communications
Marie-Hélène Gaudreau, députée de Laurentides–Labelle